



LIMINAIRE AU CHSCT DU VAUCLUSE DU 02/04/2015

Monsieur le Président,

Solidaires Finances ne saurait commencer ce CHS-CT sans évoquer certains éléments de contexte.

La politique libérale du gouvernement dictée notamment par la commission européenne fait la part belle aux entreprises dans un contexte d'austérité qui pèse sur les ménages et le service public.

Précisément cela se traduit pour les fonctionnaires particulièrement ceux de la DGFIP, par des restrictions sans précédent sur le pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice, la limitation des promotions, la poursuite des suppressions d'emploi et pour le service public, une vague de concentration et de réforme de grande ampleur.

Pour Solidaires Finances le pouvoir d'achat fait partie intégrale des conditions de travail. Ainsi la volonté de la Direction générale de supprimer la prime d'intéressement donnée aux agents au profit des services restructurés constitue une nouvelle attaque contre le pouvoir d'achat et dénote le manque d'intérêt pour les efforts demandés et consentis par les agents.

Solidaires Finances souligne la constante et perpétuelle dégradation des conditions de travail. Les services sont en fortes tensions dues aux charges de travail qui sont en constante progression. Le tout - dématérialisé subit les contraintes de débit informatique.

Solidaires Finances exige, au regard des modifications de structures annoncées, la mise en œuvre le plus en amont possible de l'article 57 du CHS CT qui stipule que tout projet important modifiant les conditions de travail requiert l'avis du CHSCT préalablement à son déploiement. Nous rappellerons simplement que plusieurs réformes n'ont pas été soumises à cette procédure. Par ailleurs, il n'appartient pas à l'administration de juger de l'importance d'une réforme.

Dans le cadre de sa démarche stratégique, le directeur général place les conditions de travail comme une priorité. Quel crédit donner à ses propos quand les mesures annoncées vont encore presser les agents, quand les suppressions d'emploi vont se poursuivre dans un contexte où tous les services sont déjà à la rupture ?

Vous vous faites le relais d'une communication schizophrène lorsque vous véhiculez que tout va bien dans les services et pour les agents alors que nous constatons l'inverse.

Quelles sont les avancées réelles dans les conditions de vie au travail, dans la prise en compte des organisations et des risques psychosociaux ? Le management est de plus en plus agressif car les exigences sont de plus en plus hautes. Les organisations sont instables. Les chefs de services pallient aux absences par des changements d'organisation afin de tenter de faire face aux charges. Ainsi, les agents subissent un morcellement de leur activité, parant au plus pressé, aux urgences changeantes de l'administration.

Les suppressions de postes désorganisent tellement les services que vous êtes contraint de colmater les brèches en parant au plus pressé.

Les décisions d'économies budgétaires départementales notamment dans la gestion de l'affranchissement et des frais de déplacement perturbent les organisations de travail, créent des contraintes et des charges dont les agents se seraient bien passés car elles alourdissent le quotidien au détriment de la mission. Le délai de distribution du courrier est particulièrement long générant aussi des charges supplémentaires et des explications aux usagers.

Pour Solidaires Finances, le budget du CHSCT ne doit pas être une annexe de la DGF mais un véritable levier pour l'amélioration des conditions de travail.

Solidaires Finances constate que la situation des agents des Finances du Vaucluse s'est considérablement dégradée. Cette dégradation des conditions de vie au travail se traduit par un mal vivre généralisé, dû au délitement des équipes de travail, à la déliquescence des chaînes-métiers, aux charges excessives, à l'absence de reconnaissance, au traitement hiérarchisé des urgences, à la somme des sacrifices imposés, aux questionnements sur l'avenir des missions, des structures, des emplois.

La première prévention devrait consister en l'arrêt des suppressions d'emplois et des destructions de services.

Sur cette mandature, Solidaires Finances poursuivra son action pour une sérieuse amélioration des conditions de travail et pas seulement en matière d'installation. Notre organisation s'attachera à faire des risques psychosociaux un sujet de préoccupation majeur tant les situations individuelles et collectives sont inquiétantes.